



DÉLIBÉRATION N° DEL-020-2024

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

DE LA SÉANCE DU 29 FEVRIER 2024 A 18H30

dans la Salle G. RISTÉRUCCI de la Halle au Blé à Altkirch

Sous la présidence de Monsieur Gilles FREMIOT, Président,

Date de la convocation : 23 février 2024

Étaient présents : (58)

Mesdames et Messieurs, Christophe ANTONY, Danièle BACH, Fabienne BAMOND, Joseph BERBETT, Anne-Marie BIANCOTTI, Doris BRUGGER, Nathalie BUCHER, Jean-Pierre BUISSON, François COHENDET, Jean-Claude COLIN, Michel DESSERICH, Thierry DOLL, Jean-Claude EGGENSPILLER, Bernard FANKHAUSER, Jean-François FOERNBACHER, Gilles FREMIOT, Sylvain GABRIEL, Serge GAISSER, Madeleine GOETZ, Annick GROELLY, Gérard GROELLY, Agnès HARNIST, Sabine HATTSTATT, Matthieu HECKLEN, Georges HEIM, Jean-Luc HEUDECKER, Fabien ITTY, Bertrand IVAIN, Agnès LORENTZ, Jean MERIGNAC, Jean-Marc METZ, Estelle MIRANDA, Olivier PFLIEGER, Régine RENTZ, Georges RISS, Jean-Louis RUNSER, Raphaël SCHMIDLIN, Georges SCHOLL, Christophe SENGELIN, Jean-Claude SCHIELIN, Gilbert SORROLDONI, Rémi SPILLMANN, Dominique SPRINGINSFELD, Stéphane STALLINI, Antoine STAMPFLER, Isabelle STEFFAN, Patrick STEMMELIN, Céline STEVANOVIC, Paul STOFFEL, Christian SUTTER, Aurélio TOLOSA, Jean-Luc WAECKERLI, François WALCH, Hervé WERMUTH, Fernand WIEDER, Chantal WISS, Joseph-Maurice WISS, Jean ZURBACH.

Étaient excusés et étaient représentés par leurs suppléants :

Madame Danielle CORDIER et Messieurs Antoine ANTONY, Michel LERCH, Michel PFLIEGER.

Étaient excusés et ont donné procuration de vote : (14)

Madame Danielle BUHLER a donné procuration à Monsieur Christian SUTTER,
Monsieur Christian GRIENENBERGER a donné procuration à Madame Annick GROELLY,
Monsieur Eric GUTZWILLER a donné procuration à Monsieur Jean-Luc HEUDECKER,
Madame Rita HELL a donné procuration à Monsieur Raphaël SCHMIDLIN,
Monsieur André LEHMES a donné procuration à Monsieur Patrick STEMMELIN,
Monsieur Clément LIBIS a donné procuration à Monsieur Serge GAISSER,
Madame Véronique LIDIN a donné procuration à Madame Agnès HARNIST,
Madame Eliane OSINSKI a donné procuration à Monsieur Jean-Claude SCHIELIN,
Madame Isabelle PI-JOCQUEL a donné procuration à Monsieur Gilles FREMIOT,
Madame Fabienne REY a donné procuration à Monsieur Fernand WIEDER,
Monsieur Fabien SCHOENIG a donné procuration à Madame Céline STEVANOVIC,
Madame Nathalie SINGHOFF a donné procuration à Monsieur Fabien ITTY,
Madame Marielle THOMANN a donné procuration à Madame Estelle MIRANDA,
Monsieur Philippe WAHL a donné procuration à Monsieur Sylvain GABRIEL.

Étaient excusés sans représentation : (7)

Mesdames et Messieurs Hugues DURAND, Delphine FELLMANN, Jean-Marie FREUDENBERGER, Germain GOEPFERT, Nicolas JANDER, Stéphanie KELLER, Christian LERDUNG.

Étaient non excusés : (9)

Madame Ginette HELL et Messieurs Bertrand AITA, Pierre BLIND, Bernard BUBENDORF, Yann DILLMANN, Didier LEMAIRE, Philippe RUFI, Hervé WALTER, Jean WEISENHORN.

CONCLUSION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION POUR LA PROMOTION ET LA FACILITATION DES CLAUSES SOCIALES DANS LA COMMANDE PUBLIQUE

Nombre de conseillers

En exercice : 88 – Présents : 58 – Procurations : 14 – Absents : 16 – Exclus : 0

Le Président indique que la clause sociale est un outil juridique mobilisable dans la commande publique. Elle consiste en la possibilité pour un donneur d'ordre, maître d'ouvrage, de réserver une partie des heures générées par un marché public à une action d'insertion. Lorsqu'un marché public comporte une clause sociale d'insertion, les candidats qui répondent ont l'obligation de faire appel à des personnes en insertion professionnelle, à savoir demandeurs d'emploi de longue durée, travailleurs handicapés, jeunes de moins de 26 ans, demandeurs d'emploi de plus de 50 ans, etc...

En donnant un emploi à des personnes en difficulté, les clauses sociales constituent un outil puissant des politiques d'inclusion dans l'emploi. Elles permettent également de répondre aux problèmes de recrutement et de tension rencontrés par certains secteurs économiques.

Afin d'accompagner la Communauté de Communes dans la mise en place et le suivi de telles clauses dans les marchés publics, il est proposé de bénéficier de l'accompagnement de la Maison de l'Emploi et de la Formation (MEF) par la signature d'une convention de partenariat.

Pour ce faire, la Communauté de Communes s'appuiera sur la MEF afin de :

- Assurer l'appui technique favorisant l'application de la clause. Vis-à-vis des entreprises soumissionnaires, il consiste à apporter un conseil pour, notamment :
 - définir les volumes et les répartitions d'heures d'insertion dans les marchés,
 - mobiliser les partenaires mettant à disposition du personnel (entreprises d'intérim d'insertion),
 - valider l'éligibilité des candidats à positionner,
 - vérifier le respect des clauses auprès des entreprises attributaires,
 - ou encore assurer le suivi des heures réalisées.
- Procéder à la transmission d'une attestation pour la réalisation des heures d'insertion conformément à la clause sociale du marché ;
- Réaliser la visite des entreprises de moins de 50 salariés qui la solliciteront sur un premier niveau d'appui RH.

La MEF veille ainsi au bon fonctionnement du dispositif sur le territoire et facilite sa mise en œuvre.

En contrepartie, il sera demandé le versement d'une subvention de 10 000 € pour la durée de la convention, à savoir du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Lors de la séance du 18 janvier dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil de la Communauté de Communes,

VU le projet de convention ;

VU l'avis favorable du Bureau du 18 janvier 2024 ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

APPROUVE la convention de partenariat avec la Maison de l'Emploi et de la Formation pour la promotion et la facilitation des clauses sociales dans la commande publique, telle que présentée par son Président.

AUTORISE son Président à signer cette convention et tous actes s'y rapportant.

Pour extrait conforme

Altkirch, le 1^{er} mars 2024

Le Président

Gilles FREMIOT



Certifié exécutoire après :

- transmission en Préfecture le 7/3/2024
- affiché le 8/3/2024
- publié sur le site internet le 8/3/2024

Monsieur Benoît KENNARD
Directeur Général des Services
Secrétaire de séance

